

ARRÊTÉ
D'AVANCEMENT DE GRADE
DE M. ou M^{me} [Nom Prénom]
GRADE [grade]

Le Maire (*ou le Président*) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi],

Vu la délibération en date du [date] créant un emploi de [emploi],

OU

Vu le tableau des effectifs budgétaires,

Vu la délibération en date du [date] fixant les ratios d'avancement de grade, prise après avis du comité technique,

Vu l'arrêté n° [numéro d'arrêté] fixant la dernière situation de M. ou Mme [Nom, Prénom], [grade], au [échelon] échelon, indice

brut [IB], indice majoré [IM], ancienneté maintenue au [date],

Vu les Lignes Directrices de Gestion arrêtées par l'Autorité Territoriale le..... après avis du Comité Technique, fixant notamment les orientations et critères généraux à prendre en compte pour les promotions au choix,

Considérant que l'intéressé(e) est inscrit(e) sur le tableau annuel d'avancement susvisé établi par ordre de mérite en fonction de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle,

Considérant que l'intéressé(e) a accepté l'emploi qui correspond à son nouveau grade et qui lui a été assigné,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. ou Mme [Nom, Prénom] est nommé (e) au grade de [grade], à compter du [date],

ARTICLE 2 :

M. ou M^{me} [Nom, Prénom] est classé(e) au [échelon] échelon, échelle [échelle], Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], avec une ancienneté conservée de [durée ancienneté],

ARTICLE 3 :

Le Secrétaire général (*ou le Directeur général*) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au représentant de l'État,
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du centre de gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]

Le Maire (*ou le Président*),

Le Maire (*ou le Président*),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date]

Signature de l'agent :

N.B. : Pour permettre le classement en catégorie active au regard de la C.N.R.A.C.L., en plus du grade, l'arrêté devra comporter les fonctions exercées.